

FINANCES RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026



février 2026

Introduction

Le présent Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est établi conformément aux dispositions de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales. Il constitue le support du débat d'orientation budgétaire préalable à l'examen et au vote du budget primitif de la commune pour l'exercice 2026.

L'élaboration de ce rapport intervient dans un contexte économique marqué par la persistance de contraintes financières pesant sur les collectivités territoriales, ainsi que dans une période précédant le renouvellement du conseil municipal.

Rapport d'orientations budgétaires 2026

Sommaire

Table des matières

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER.....	3
LOI DE FINANCES 2026.....	7
Contexte des finances publiques	7
Le ROB 2026 en quelques points :	10
Loi de finances 2026 - Impact pour Beynes	10
Fiscalité.....	10
BEYNES.....	12
RETOUR SUR 2025	12
Évolution de l'Épargne brute, nette et capacité de désendettement	13
La Contribution Foncière des Entreprises	14
Une baisse continue de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	15
Évolution du FPIC	15
RESSOURCES HUMAINES.....	17
Les hypothèses de travail pour construire le budget communal 2026	18
Les orientations budgétaires marquantes pour 2026.....	18
Fonctionnement.....	19
Recettes.....	19
Dépenses	19
Investissement.....	20
<i>*(au moment de la rédaction du présent rapport, les notifications des recettes, notamment en termes de subventions, ne sont pas encore parvenues.)</i>	20
Recettes.....	20
Dépenses	20
Les engagements pluriannuels.....	21
STRUCTURE ET EVOLUTION DE LA DETTE.....	22
Évolution de la Dette (en K€)	22
BUDGETS ANNEXES	24
BIENS IMMOBILIERS MEUBLÉS.....	24
ASSAINISSEMENT	25
LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS.....	26

CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Source : novembre 2025, rédigé par la Caisse d'Epargne.

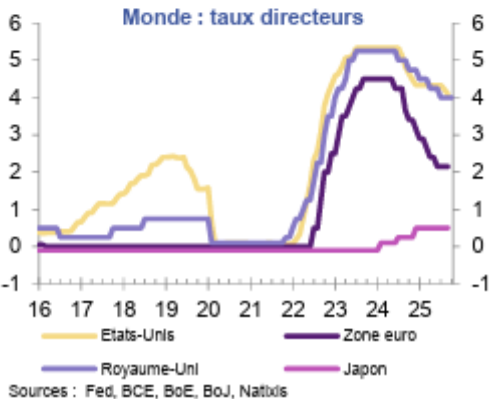
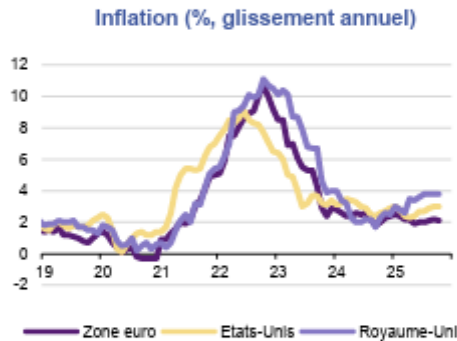
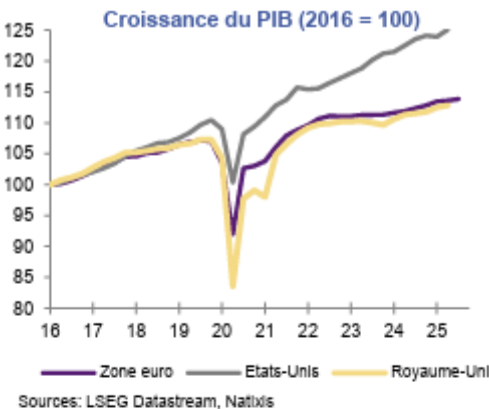
“Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

Pour les deux prochaines années, nous prévoyons une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au MoyenOrient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits



Rapport d'orientations budgétaires 2026

de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.

Zone euro : une croissance en ordre dispersé

Scénario de croissance :

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2 % en 2026 après 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1er semestre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

Inflation :

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz.

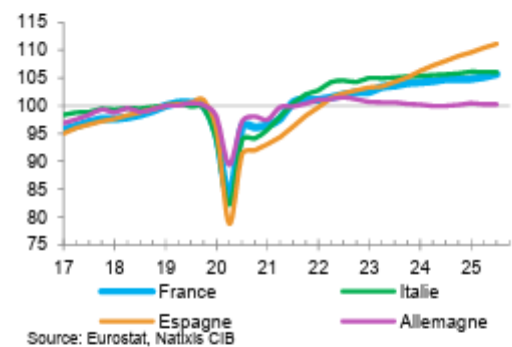
L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

Prévisions

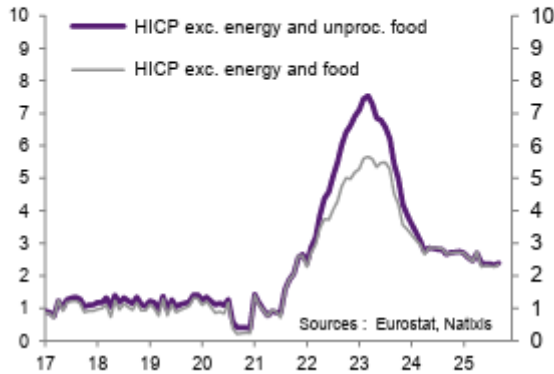
	Croissance du PIB (%)			Inflation (%)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Zone Euro	0,8	1,3	1,2	2,4	2,1	1,7
Allemagne	-0,5	0,3	1,3	2,5	2,2	2,3
France	1,1	0,9	1,0	2,3	1,0	1,3
Italie	0,5	0,5	1,0	1,1	1,7	1,3
Espagne	3,5	2,9	2,1	2,9	2,6	1,7

Source: Natixis CIB

Croissance du PIB (T1-2019 = 100)



Zone euro: Inflation ICPH et inflation sous-jacente (GA, %)



Rapport d'orientations budgétaires 2026

France : l'activité résiste à l'incertitude politique

Croissance : nos prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3ème trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Inflation : nous prévoyons une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025. L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par

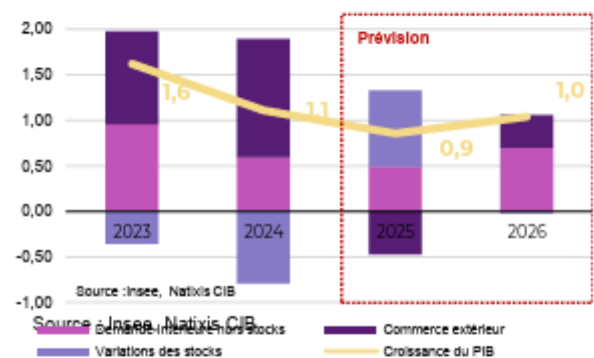
- la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro,
- la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel."

Prévisions

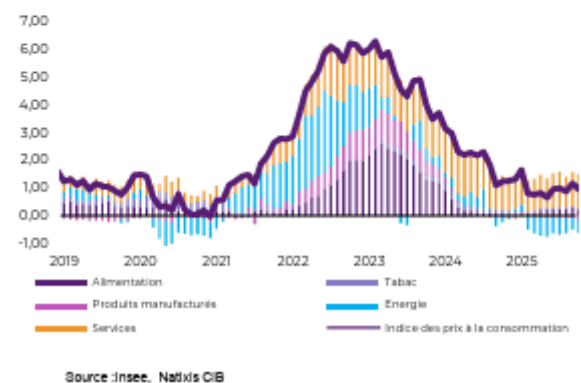
	2024	2025	2026
PIB (MA, %)	1,1	0,9	1,0
Consommation privée (MA, %)	1,0	0,4	0,6
Consommation publique (MA, %)	1,4	1,4	1,0
FBCF (MA, %)	-1,3	-0,2	0,6
Exportations (MA, %)	2,4	0,9	2,8
Importations (MA, %)	-1,3	2,2	1,7
Demande intérieure (contrib., pp)	0,0	0,5	0,7
Commerce extérieur (contrib., pp)	1,3	-0,5	0,4
Variation des stocks (contrib., pp)	-0,8	0,8	0,0
Inflation IPCH (%)	2,3	1,0	1,3
hors énergie et alim. non-transf. (%)	2,4	1,6	1,4

Source : Natixis CIB

Croissance et contribution



Inflation (IPC) et composantes

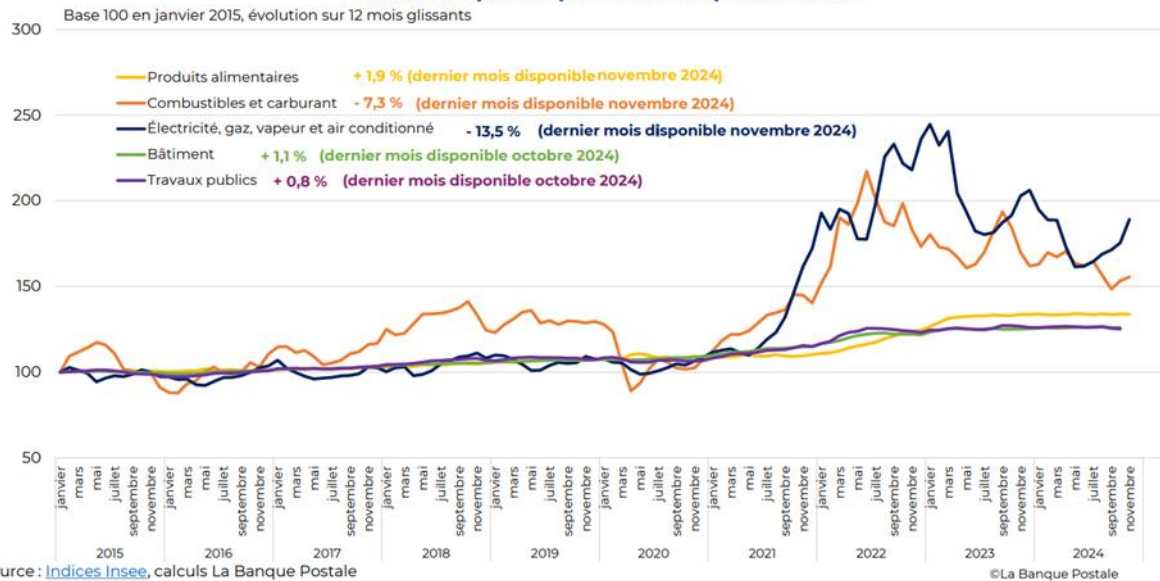


Rapport d'orientations budgétaires 2026

LOI DE FINANCES 2026

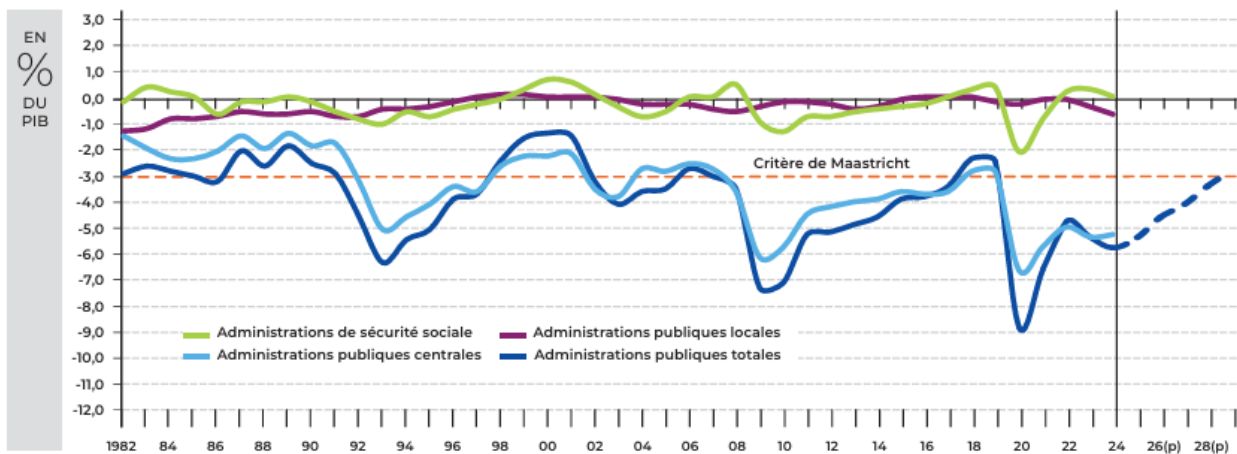
Contexte des finances publiques

Indices de prix impactant la dépense locale



Le déficit des administrations publiques

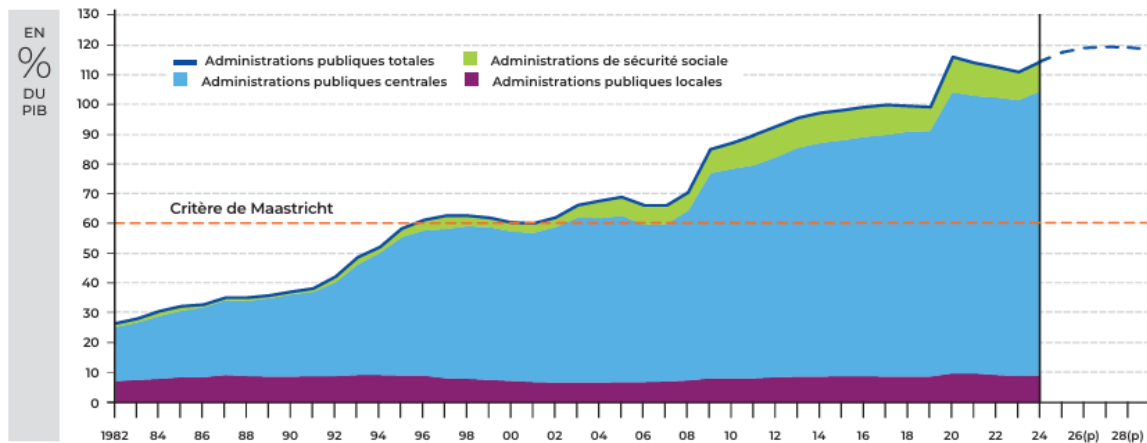
© La Banque Postale



Rapport d'orientations budgétaires 2026

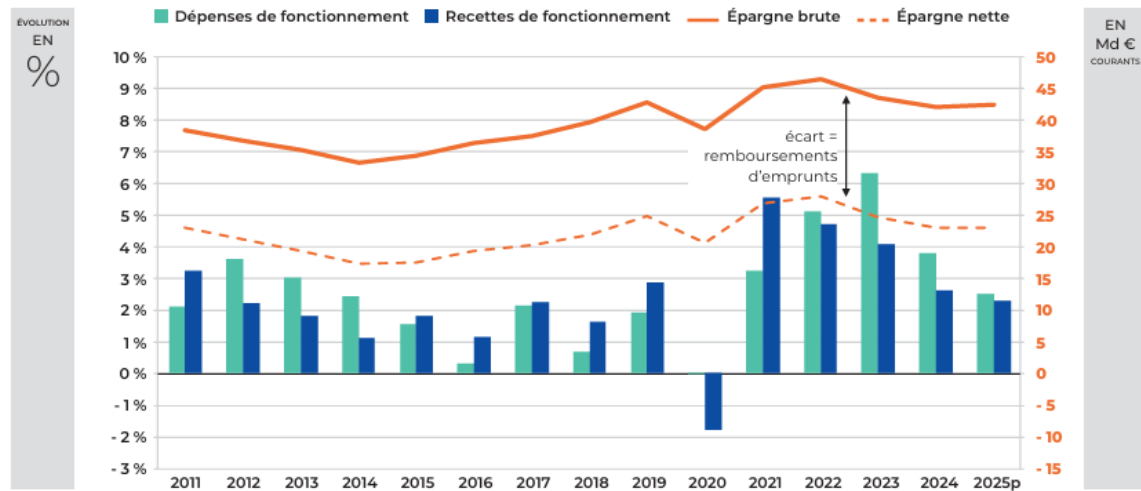
La dette des administrations publiques

© La Banque Postale



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

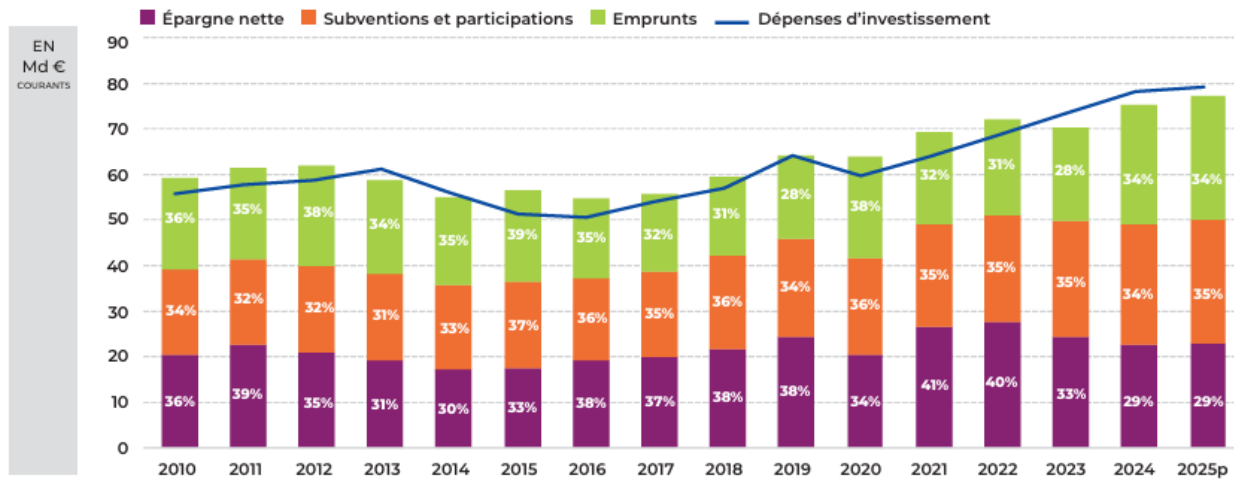
Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales © La Banque Postale



Source : Balances comptables DGFIP, prévisions La Banque Postale.

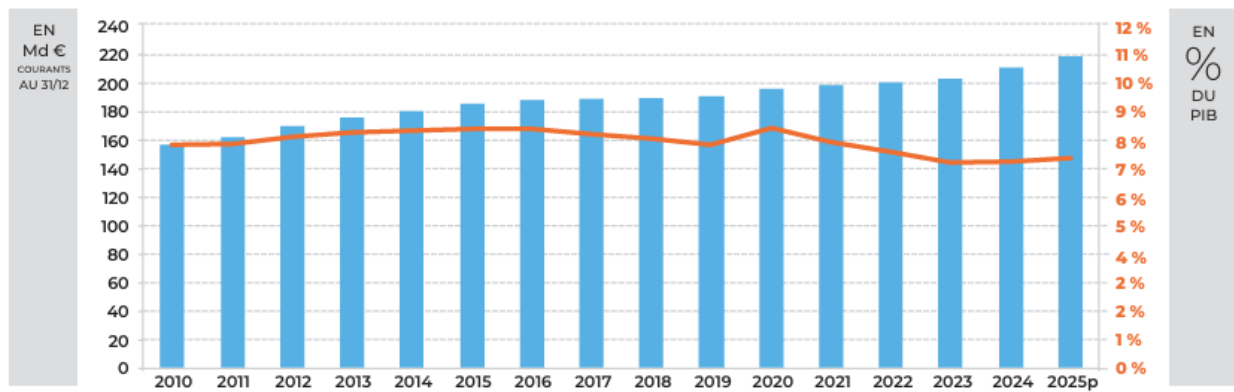
Rapport d'orientations budgétaires 2026

Financement des investissements locaux © La Banque Postale



Source : Balances comptables DGFIP (budgets principaux et annexes), prévisions La Banque Postale.

Encours de dette des collectivités locales © La Banque Postale



Source : balances DGFIP, prévisions La Banque Postale.

Le ROB 2026 en quelques points

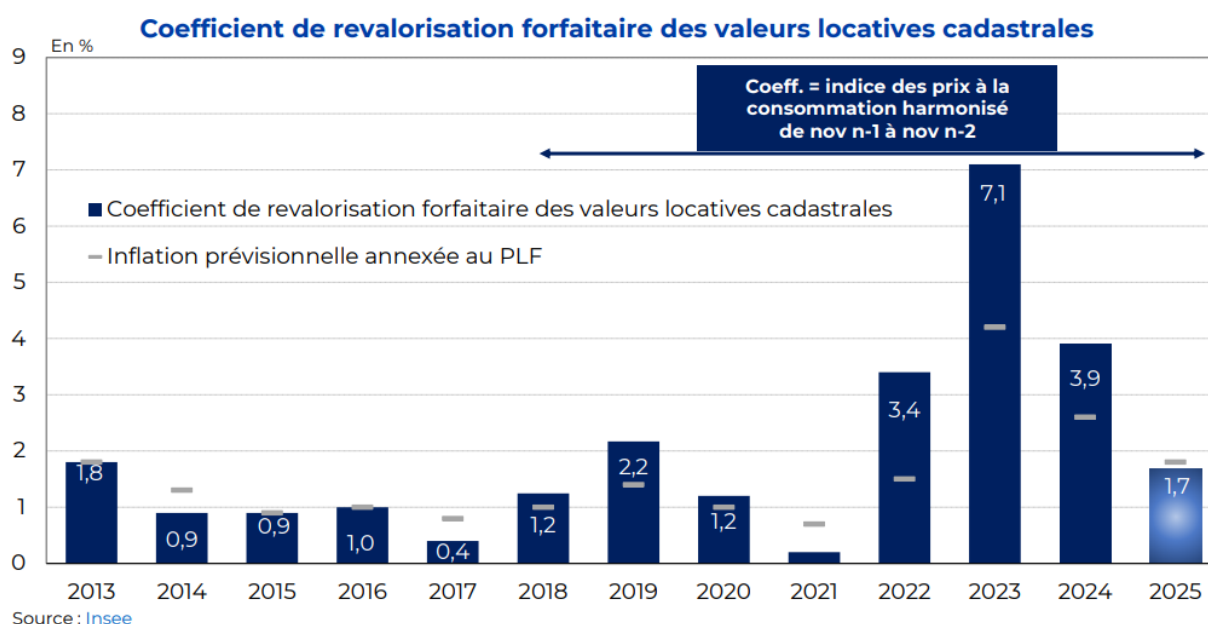
- Contexte national moins favorable, baisse des dotations et mesures nouvelles pesant sur les budgets locaux.
- Finances communales stabilisées et dette maîtrisée.
- Fiscalité locale : maintien des taux et revalorisation des bases d'environ 1%.
- Orientations 2026 : pour le fonctionnement maintien des services et maîtrise des dépenses (énergie, achats, masse salariale) et pour l'investissement, la priorité sera pour l'entretien des voiries, de l'éclairage public, la conservation du patrimoine et la poursuite du Centre Technique Municipal.
- Pas de nouveaux projets structurels car 2026 est une année électorale.
- Vigilance sur les charges (hausse programmée des taux de cotisations de la CNRACL (Caisse Nationale de Retraite des Collectivités Locales) et effets du DILICO.

Loi de finances 2026 – Impact pour Beynes

En l'absence, à la date de rédaction du présent rapport, de l'adoption de la loi de finances pour 2026, les hypothèses retenues reposent sur une reconduction à droit constant des dispositions budgétaires applicables en 2025, sous réserve des évolutions qui pourraient résulter du texte définitif.

Fiscalité

La loi de finances n'étant pas encore votée au moment de l'établissement de ce rapport, nous prévoyons un alignement des prévisions de l'inflation, soit +0,9% sur les bases locatives.
 Pas de modification des taux d'impositions communaux.



Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

La loi de finances prévoit que des communes puissent fixer le taux de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires. Sur Beynes, elle s'élève à 14,82% et concerne 38 résidences. Les critères qui permettent aux communes de majorer cette taxe ne sont pas remplis par Beynes.

La surtaxe n'est donc pas applicable.

Rapport d'orientations budgétaires 2026

BEYNES

RETOUR SUR 2025

Stabilisation des finances de Beynes

Le budget 2025 visait à consolider les finances de la commune et à dégager des marges de manœuvres financières pour l'investissement. Objectif atteint par une maitrise du chapitre 012 et une optimisation des dépenses pour sortir de l'effet ciseaux hérité des mandatures passées.

Principaux indicateurs

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Prévisionnel 2025
Recettes réelles de fonctionnement	10 598 714 €	9 326 922 €	10 216 861 €	11 567 665 €	10 685 031 €	11 623 640 €	12 970 310 €
Evolution des recettes	7,80%	-12,00%	9,54%	13,22%	-7,63%	8,78%	11,59%
Dépenses réelles de fonctionnement	9 046 949 €	9 055 706 €	9 383 734 €	9 860 920 €	9 982 155 €	10 400 811 €	10 391 510 €
Evolution des dépenses	-0,39%	0,10%	3,62%	5,09%	1,23%	4,19%	-0,09%
<i>Epargne de Gestion</i>	<i>1 551 765 €</i>	<i>271 216 €</i>	<i>833 127 €</i>	<i>1 706 745 €</i>	<i>702 876 €</i>	<i>1 222 829 €</i>	<i>2 578 800 €</i>
Charge financière	83 098 €	86 042 €	94 198 €	87 757 €	92 244 €	99 857 €	89 579 €
Epargne Brute	1 468 667 €	185 174 €	738 929 €	1 618 988 €	610 632 €	1 122 972 €	2 489 221 €
Remboursement de la dette	446 111 €	542 676 €	661 419 €	1 776 266 €	586 602 €	625 282 €	600 549 €
Epargne Nette	1 022 556 €	-357 502 €	77 510 €	-157 278 €	24 030 €	497 690 €	1 888 672 €
Dette restant due	4 720 336 €	5 921 660 €	7 260 244 €	6 434 314 €	5 853 365 €	6 143 084 €	5 542 535 €
% dette sur les recettes réelles de fonctionnement	44,54%	63,49%	71,06%	55,62%	54,78%	52,85%	42,73%
Recettes de Gestion Courante	9 690 683 €	9 055 611 €	10 169 103 €	10 541 440 €	10 655 779 €	11 617 732 €	12 951 285 €
Evolution des recettes	-1,27%	-6,55%	12,30%	3,66%	1,08%	9,03%	11,48%
Dépenses de Gestion Courante	8 962 875 €	9 268 353 €	9 068 436 €	9 856 945 €	9 887 128 €	10 400 811 €	9 839 905 €
Evolution des Dépenses	-0,41%	3,41%	-2,16%	8,70%	0,31%	5,20%	-5,39%
Autofinancement	727 808 €	-212 742 €	1 100 667 €	684 495 €	768 651 €	1 216 921 €	3 111 380 €
Capacité de désendetttement	3,21	31,98	9,83	3,97	9,59	5,47	2,23

Rapport d'orientations budgétaires 2026

Évolution de l'Épargne brute, nette et capacité de désendettement.

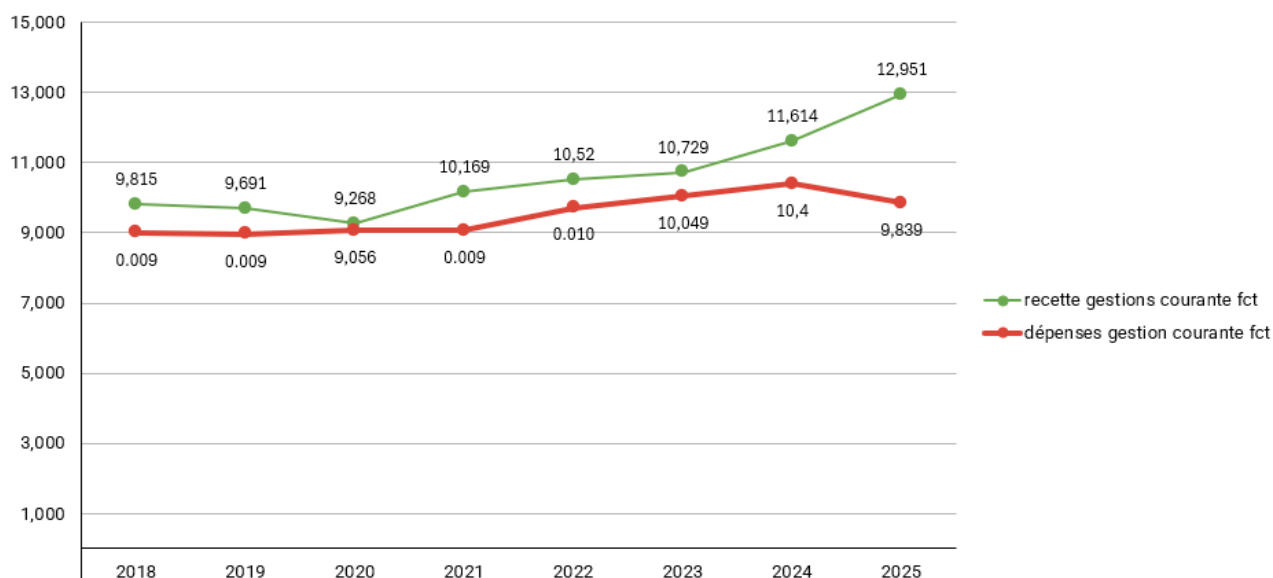
L'Épargne Brute est l'excédent des recettes réelles de Fonctionnement sur les dépenses réelles de Fonctionnement. Cette épargne permet de rembourser le capital des emprunts mais aussi de financer les investissements.

Le résultat des décisions passées a permis de retrouver une épargne nette d'environ 1,8 M€ (après correction de la régularisation de la Direction Générale des Finances Publiques de 0,6M€) et une capacité d'autofinancement à plus de 3,1 M€.

La capacité de remboursement de la dette à 2,23 années est l'illustration concrète de la bonne gestion de la dette communale qui permettra un niveau d'investissement élevé pour les années à venir.

Recettes et dépenses de gestion courante de fonctionnement

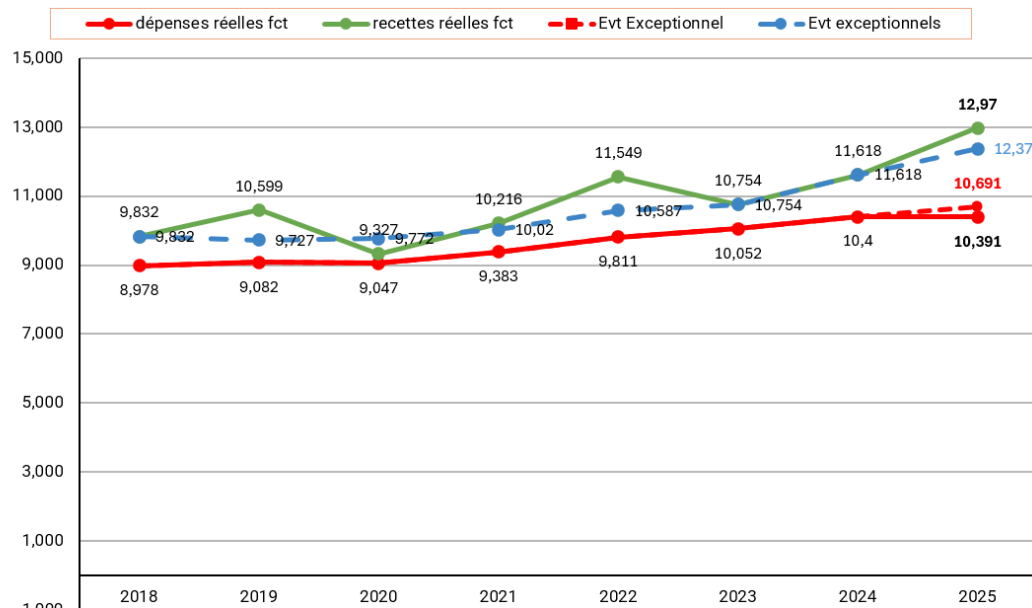
Graphique : dépenses et recettes de gestion courante en fonctionnement exécutées (sources : comptes administratifs - Pour 2025, état avant la consolidation de clôture.)



Rapport d'orientations budgétaires 2026

Recettes et dépenses réelles de fonctionnement

Graphique : dépenses et recettes réelles en fonctionnement exécutées (sources : comptes administratifs - Pour 2025 état provisoire avant la consolidation de clôture...)



Les corrections en pointillé bleu correspondent à l'exclusion des évènements financiers exceptionnels (ventes, compensations COVID, régularisation DGFIP 2025, etc.)

Pour 2025 : Régularisation d'erreurs (entre 2020 et 2024) de la taxe foncière sur les propriétés bâties de Storengy (+600k€ en recette). Prise en charge par la CCCY du FPIC (-344k€ en dépenses).

La Contribution Foncière des Entreprises

La crise économique qui pèse sur les entreprises de notre territoire a des effets significatifs sur la Cotisation Foncière des Entreprises. Lors de la création de la CCCY, la part reversée aux communes a été figée pour que chaque commune ne soit pas impactée par les aléas de l'activité économique. Ainsi, la CFE de Beynes est figée à **2 212 053.25 €**.

Le versement du solde de la CFE déduite des charges est estimé à ce jour à 1 200 000€, montant légèrement supérieur à celui de 2025.

Rapport d'orientations budgétaires 2026

Une baisse continue de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

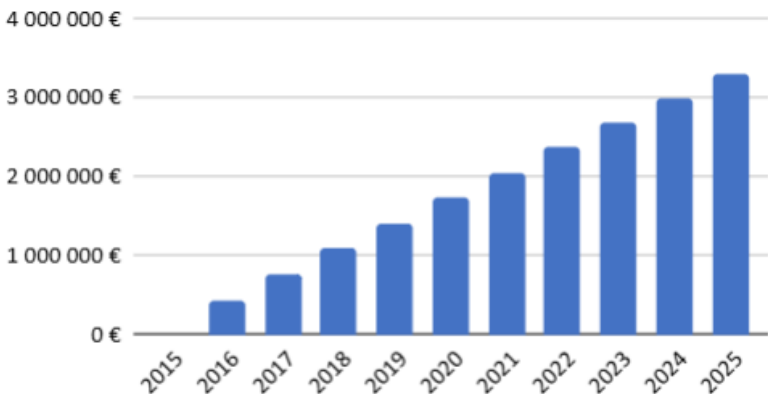
Cette dotation versée par l'Etat notamment aux communes était de 339 615 € en 2025. Nous n'avons pas de précisions sur celle de 2026 mais elle devrait vraisemblablement diminuer fortement et se situerait autour des 250 000€. (Environ - 25%)

ANNÉE	DGF ANNUELLE	EVOLUTION CUMULÉE
2014	1 174 497 €	
2015	952 745 €	-221 752
2016	750 577 €	-423 920
2017	617 616 €	-556 881
2018	577 656 €	-596 841
2019	534 012 €	-640 485
2020	504 642 €	-669 855
2021	463 265 €	-711 232
2022	403 055 €	-771 442
2023	400 235 €	-774 262
2024	393 124 €	-781 373
2025	339 615 €	-834 882
TOTAL		- 6 982 925€

Évolution du FPIC

Le FPIC mécanisme de solidarité entre communes (les communes dites *riches* donnant au profit des communes ayant moins de moyens). L'Etat refusant toujours de jouer son rôle de solidarité, notamment lorsqu'il délègue des compétences aux collectivités territoriales, il fait peser par le FPIC une lourde charge aux communautés de communes et aux communes.

FPIC Cumulé depuis 2015



2015	154 701 €
2016	276 425 €
2017	321 629 €
2018	328 893 €
2019	321 464 €
2020	317 706 €
2021	324 378 €
2022	318 346 €
2023	314 654 €
2024	306 161 €
2025	343 981 €
2026 prévisions	343 981 €

A noter qu'en 2025, à titre exceptionnel, la communauté de commune Cœur d'Yvelines a pris en charge l'intégralité du FPIC pour l'ensemble des communes concernées.

Beynes non éligible à la DETR

Depuis 2022, la commune n'est plus éligible à la DETR (Dotation d'Equipement pour les Territoires Ruraux)

Beynes éligible au dispositif DILICO

La loi de finances 2025 a instruit une nouvelle contribution à environ 2 100 collectivités appelé DILICO (dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales).

Cette contribution devrait être remboursée à chaque collectivité à hauteur de 90% sur les 3 années suivantes. Pour information, la contribution 2025 de Beynes a été de 41 841 Euros.

Rapport d'orientations budgétaires 2026

RESSOURCES HUMAINES

Tableau des effectifs au 1^{er} janvier de chaque exercice

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Effectif total	185	182	182	180	182	178	167
- Dont Catégorie A	10	10	11	11	10	10	8
- Dont Catégorie B	43	46	50	43	55	56	54
- Dont Catégorie C	132	126	121	126	98	96	93
Hors Catégories					19	16	12
TITULAIRES	124	124	119	112	123	112	100
CONTRACTUELS	61	58	63	68	59	66	67
- Dont droit public	59	56	61	65	43	52	64
- Dont droit privé	1	1	1	2	14	14	2
- Dont remplacement	1	1	1	1	2	0	1
ETP	168	165	166.5	165	164.8	156.33	156.51

Chapitre 012 Réalisé (charges de Personnel)

en €	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 Prévisions
CA	6 600 779	6 683 630	6 572 494	6 728 090	6 872 014	7 252 967	7 315 547	7 248 401	7 120 031
Budget	6 607 122	6 719 195	6 801 139	6 750 832	6872 087	7 226 093	7 410 967	7 600 115	7 592 678

Les hypothèses de travail pour construire le budget communal 2026

- Baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement (environ -25%)
- Augmentation des contributions patronales (+4 points)
- DILICO (45k€)
- FPIC à l'identique 2025
- Pas de DETR
- Maintien des taux sur la fiscalité locale
- Droits de mutation identique au prévisionnel 2025
- Baisse des subventions sur l'investissement
- Croissance des valeurs locatives décidées par l'Etat, sur l'inflation (+0,9%)

Les orientations budgétaires marquantes pour 2026

- Aucun projet nouveau pour laisser à l'équipe issue des prochaines élections municipales la construction d'un budget supplémentaire.
- Continuité du programme des travaux du CTM
- Continuité de l'entretien des voiries et des réseaux électriques



Rapport d'orientations budgétaires 2026

Fonctionnement

(Au moment de la rédaction du présent rapport, les revues budgétaires ne sont pas complètement finalisées et les notifications des recettes ne sont pas encore parvenues.)

Recettes

	BP 2025	BP 2026
013 Atténuations de charges	95 000	100 000
70 Produits services, domaine et ventes div	1 402 810	1 400 000
73 Impôts et taxes	7 824 510	7 900 000
74 Dotations et participations	2 291 809	2 000 000
75 Autres produits de gestion courante	110 661	150 000
Total Gestion Courante	11 724 791	11 550 000
76 Produits financiers	20	20
77 Produits exceptionnels		
78 Reprises sur amortissements/provisions		
Total des recettes réelles de fonctionnement	11 724 811	11 550 020
042 Opérat° ordre transfert entre sections	6 000	12 000
Total des recettes d'ordre de fonctionnement	6 000	12 000
TOTAL des recettes de fonctionnement	11 730 811	11 562 020
Excédent de fonctionnement reporté N-1	908 773	1 800 000
TOTAL GENERAL	12 639 584	13 362 020

Dépenses

	BP 2025	BP 2026
011 Charges à caractère général	2 523 562	2 600 000
012 Charges de personnel, frais assimilés	7 592 678	7 650 000
014 Atténuations de produits	381 000	410 000
65 Autres charges de gestion courante	590 042	675 000
Total Gestion Courante	11 087 283	11 335 000
66 Charges financières	104 700	91 000
67 Charges exceptionnelles	5 000	6 000
68 Dotations provisions	4 000	4 000
Total des dépenses réelles de fonctionnement	11 200 983	11 436 000
023 Virement à la section d'investissement	986 999	1 400 000
042 Opérat° ordre transfert entre sections	481 415	485 000
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	1 438 600	1 885 000
TOTAL GENERAL	12 569 563	13 321 000

Rapport d'orientations budgétaires 2026

Investissement

**(au moment de la rédaction du présent rapport, les notifications des recettes, notamment en termes de subventions, ne sont pas encore parvenues.)*

Recettes

Chapitre		BP 2026
021	Virement du fonctionnement	1 400 000
040	Opérations d'ordre	485 000
10	Dotations et Fonds Divers	200 000
1068	Excédent fonctionnement capitalisé	1 250 000
13	Subventions	400 000
Reports 2025		165 000
TOTAL RECETTES		3 900 000

Dépenses

Comme précisé au paragraphe sur les engagements pluriannuels, la nécessité de mobiliser les subventions disponibles peuvent avoir un impact sur la programmation réelle des opérations.

Opérations		BP 2026
Opération 11	Hôtel de Ville et Bâtiments administratifs	280 000
Opération 12	Voirie et Espaces Verts	380 000
Opération 13	Equipement Scolaires/Culturels/Sportifs	610 000
Opération 14	Equipement Sanitaire et Social	50 000
Opération 15	Transports	50 000
Opération 16	Communication	0
Opération 17	Réseaux	370 000
Opération 18	Urbanisme	45 000
Opération 19	Equipements Autres	10 000
AP/CP n°2025-01	Centre Technique Municipal	223 230
Total opérations et AP/CP		2 018 230
10	Dotations	5 000
16	Emprunts et dettes assimilées	605 000
Reports 2025		1 270 000
TOTAL DEPENSES		3 898 230

Les engagements pluriannuels

Le reste à réaliser baisse tous les ans et traduit une anticipation raisonnée des travaux d'investissement.

Investissement	Reports 2020->2021	Reports 2021->2022	Reports 2022->2023	Reports 2023->2024	Reports 2024->2025	Reports 2025->2026
Reste à réaliser en dépenses	4 142 649 €	3 609 997 €	2 886 759 €	1 663 484 €	910 715 €	1 263 623 €

Le PPI ci-dessous inclue la continuité des programmes usuels (sécurité, conformité et entretien), la programmation du CTM ainsi que certains projets en cours de finalisation.

Remarque : la priorisation des travaux lourds de voirie se conforme au résultat de l'audit sur les voiries de 2022.

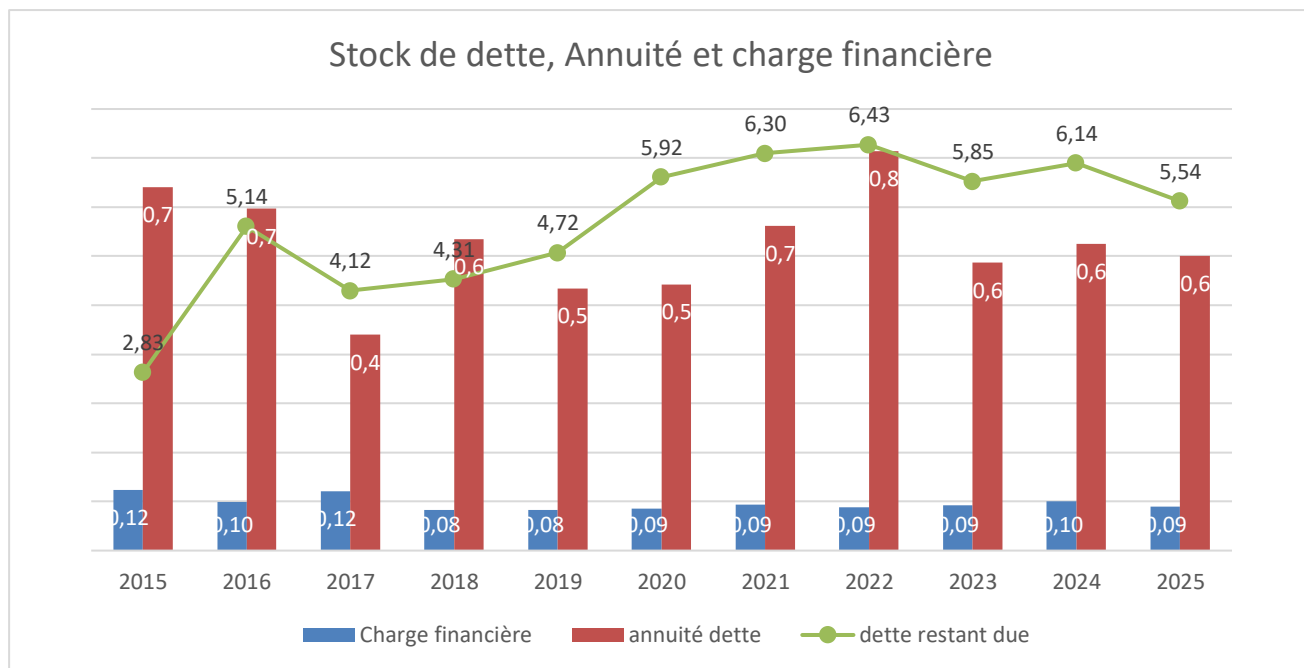
Opérations TTC	2026	2027	2028
Travaux de Voirie et entretien	375 000 €	375 000 €	375 000 €
Rénovations et remplacements éclairages publics	320 000 €	300 000 €	300 000 €
Mises en conformité, sécurité et entretien des bâtiments scolaires, jeunesse	410 000 €	500 000 €	500 000 €
Mise en conformité crèche	47 000 €		
Défense incendie et sécurité bâtiment	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Travaux de rénovation de bâtiments (gendarmerie, rue de la République, tribunes, etc.)	180 000 €		
Budget participatif	10 000 €		
Mise en conformité Social et Petite Enfance	46 500 €	32 000 €	66 000 €
Pourtour et rénovation Eglise	38 000 €		
Centre Technique Municipal (AP/CP 2025-01)	223 230 €	1 552 620 €	1 520 100 €
Programme de remplacement des véhicules de la ville	18 000 €	30 000 €	30 000 €
Etudes sols et travaux divers Cimetières	115 000 €		
Mise en conformité de la Vidéoprotection	120 000 €		
Remplacement du mobilier et informatique Scolaire	45 000 €	30 000 €	30 000 €
Renouvellement de matériels et outillage	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Investissement informatique	30 000 €		
TOTAL	2 017 730 €	2 859 620 €	2 861 100 €

STRUCTURE ET EVOLUTION DE LA DETTE

Évolution de la Dette (en K€)

La dette est composée d'emprunts à taux fixes et s'élève à **5 542 535,44 €** au 31/12/2025 soit :

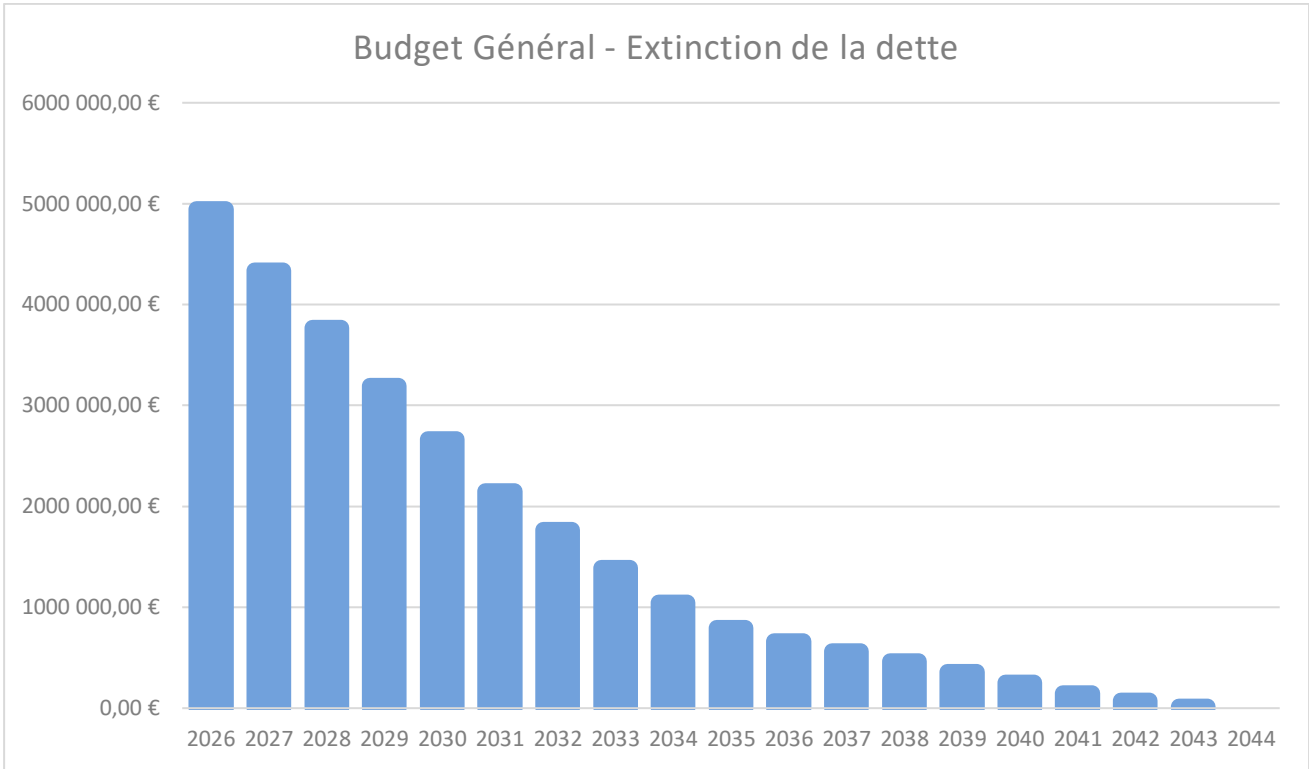
- 717 € par habitant (7 731 habitants correspondant à la population INSEE établie sur la feuille DGF de l'exercice 2025).



Ce graphique n'inclut pas le prêt relais contracté lors de l'ancienne mandature pour l'achat/revente du bâtiment « 4 rue nouvelle » et remboursé intégralement en 2022.

Rapport d'orientations budgétaires 2026

La dette communale est exclusivement composée d'emprunts à taux fixe.
 Le suivi de son extinction se fait au 31/12 de chaque année.



	Annuité	Encours fin
2026	677 799,81 €	4 944 473,86 €
2027	677 799,81 €	4 336 552,67 €
2028	627 591,22 €	3 768 740,49 €
2029	627 591,22 €	3 192 870,85 €
2030	570 943,49 €	2 665 837,93 €
2031	552 061,06 €	2 151 337,91 €
2032	415 733,14 €	1 767 176,81 €
2033	404 998,12 €	1 388 999,23 €
2034	367 984,28 €	1 043 232,05 €
2035	266 141,04 €	795 426,51 €
2036	148 429,53 €	662 530,35 €
2037	113 022,92 €	563 056,69 €
2038	113 022,92 €	461 621,78 €
2039	113 022,92 €	358 176,20 €
2040	113 022,92 €	252 669,13 €
2041	113 022,92 €	145 048,30 €
2042	73 927,04 €	74 446,91 €
2043	60 895,08 €	15 111,38 €
2044	15 223,96 €	0,00 €

Rapport d'orientations budgétaires 2026

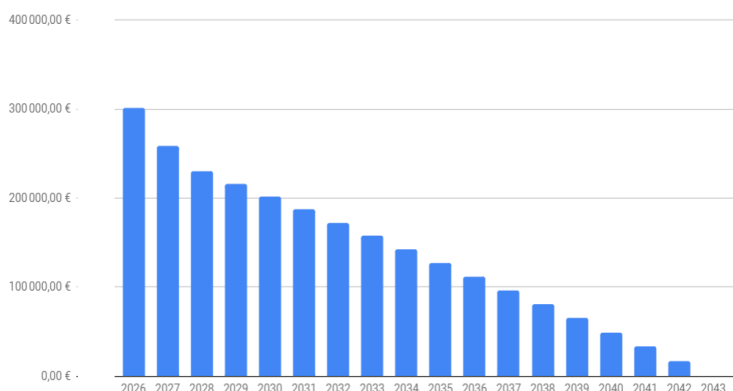
BUDGETS ANNEXES

BIENS IMMOBILIERS MEUBLÉS

Ce budget concerne donc la salle des réceptions, le bien 18 rue de la République loué par une banque, le bien situé 21 rue de la République vacant. Ce budget intégrera toutes les charges et les recettes liées aux locations meublées de l'Escapade et aux baux commerciaux.

Il n'est pas prévu pour le moment d'avoir une subvention d'équilibre provenant du budget de la Ville.

Budget BIM - Extinction de la Dette

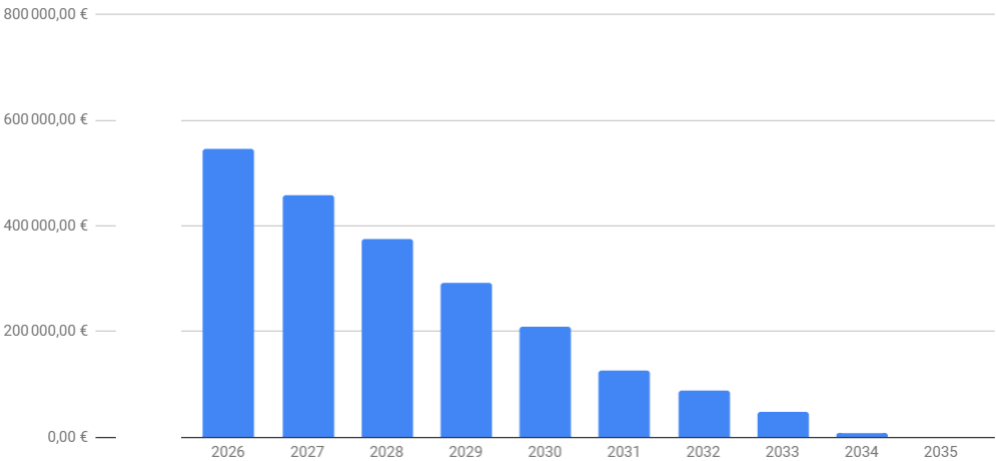


	Annuité	Encours fin
2026	45 860,83 €	300 855,25 €
2027	45 843,30 €	258 996,53 €
2028	31 183,95 €	230 412,84 €
2029	16 536,28 €	216 082,05 €
2030	16 536,28 €	201 610,30 €
2031	16 536,28 €	186 996,21 €
2032	16 536,28 €	172 238,37 €
2033	16 536,28 €	157 335,36 €
2034	16 536,28 €	142 285,77 €
2035	16 536,28 €	127 088,16 €
2036	16 536,28 €	111 741,06 €
2037	16 536,28 €	96 243,01 €
2038	16 536,28 €	80 592,51 €
2039	16 536,28 €	64 788,08 €
2040	16 536,28 €	48 828,19 €
2041	16 536,28 €	32 711,31 €
2042	16 536,28 €	16 435,90 €
2043	16 536,69 €	0,00 €

ASSAINISSEMENT

Le budget 2026 comportera essentiellement les frais d'étude du schéma directeur d'assainissement pour environ 270k€ ainsi que la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour environ 26k€

Budget Assainissement - Extinction de la Dette



	Annuité	Encours fin
2026	138 762,29 €	544 857,36 €
2027	89 456,98 €	456 696,00 €
2028	83 405,38 €	374 425,65 €
2029	83 405,38 €	291 993,56 €
2030	83 405,38 €	209 398,61 €
2031	83 405,29 €	126 639,75 €
2032	40 516,44 €	86 604,58 €
2033	40 516,44 €	46 403,09 €
2034	40 516,44 €	6 034,11 €
2035	6 044,61 €	0,00 €

LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS

ADAP	Agenda D'Accessibilité Programmée
AMO	Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
APP	Programme d'achat actifs
ARS	Agence Régionale de Santé
BCE	Banque Centrale Européenne
BIT	Bureau International du Travail
Brent	Prix d'un baril de pétrole provenant de la mer du Nord et servant de référence pour le marché européen
CCCY	Communauté de Communes Cœur d'Yvelines
CET	Contribution Economique Territoriale
CFE	Cotisation Foncière des Entreprises
COVID 19	Maladie à Coronavirus 2019
CVAE	Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises
DCRTP	Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle
DETR	Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux
DGCL	Direction Générale des Collectivités Locales
DGF	Dotation Globale de Fonctionnement
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques
DILICO	Dispositif de Lissage CONjoncturel des recettes fiscales des collectivités locales
DMTO	Droits de Mutation à Titre Onéreux
DPV	Dotation Politique de la Ville
DSID	Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements
DSIL	Dotation de Soutien à l'Investissement Local
DSR	Dotation de Solidarité Rurale
DSU	Dotation de Solidarité Urbaine et de cohésion sociale
DSVA	Direction des Sports et de la Vie Associative
EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
ERP	Equipement Recevant du Public
ETI	Entreprise de Taille Intermédiaire
ETP	Équivalent Temps Plein
FCTVA	Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée
FNGIR	Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources
FPIC	Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes
G.A.	Glissement Annuel
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IPC	Indice des Prix à la Consommation
LFI	Loi de Finances (Loi du budget de l'Etat)
LFR	Loi de Finances Rectificative (Loi de modification du budget de l'Etat)
MaPrimeRénov	Aide à la rénovation énergétique des particuliers
MOE	Maîtrise d'Œuvre

Rapport d'orientations budgétaires 2026

MSP	Maison de Santé Pluridisciplinaire
NATIXIS	Banque filiale de BPCE (Banque populaire et Caisse d'Epargne)
NOTRe'	Nouvelle Organisation Territoriale de la République
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PELTRO	Opérations de refinancement à plus long terme en cas d'urgence en cas de pandémie
PEPP	Programme d'achat d'urgence en cas de pandémie
PGE	Prêts Garantis par l'État
PIB	Produit Intérieur Brut
PLF	Projet de Loi de Finance (projet de loi du budget de l'Etat)
PLFR	Projet de Loi de Finances Rectificative (projet de loi de modification du budget de l'Etat)
PME	Petites et Moyennes Entreprises
S1, S2	Semestre 1, Semestre 2
SARS-CoV-2	Syndrome respiratoire aigu sévère COroNaVirus 2
Ségur	Le nom de Ségur provient du lieu de la mission de concertation pour l'amélioration du secteur de la santé en France, au ministère du Travail situé rue de Ségur à Paris
SURE	Soutien pour atténuer les risques de chômage en cas d'urgence
T/T	Taux
TDCFE	Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité
TCCFE	Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité
TFPB	Taxe Foncière sur le Propriétés Bâties
T1, T2, T3, T4	Trimestre 1 à 4
TICFE	Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité
TLTRO III	Opérations ciblées de refinancement à plus long terme ciblées
TPE	Très Petites Entreprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	Union Européenne